



Lun. 02 Jui







INTERNATIONAL FRANCE ECONOMIE CULTURE ENGLISH

LE CLUB

Albert Uderzo est-il pillé par une bande d'aigrefins?

La Cour des comptes fait le choix d'une rigueur extrême pour redresser les finances publiques

Le genre, angle mort des discriminations à l'école

Les salariés de M-Real, un cas d'espèce pour une future loi industrie

Le Commissaire à la diversité de Sarkozy s'accroche à son poste

Police : Manuel Valls « ne veut rien imposer »

A Lille, le procès d'une méthode de traitement d'enfants autistes

Comment l'industrie du tabac a enfumé la recherche (2): l'exemple du Collège de France

Bayrou se met en retrait du MoDem

L'austérité, c'est maintenant!

Mexique: le vieux PRI s'apprête à retrouver le pouvoir

Amiante: le dossier Eternit n'est pas mort Où est passée la critique sociale?

Comment Terra Nova a irrigué la gauche

Le gouvernement face à la bombe d'Aulnay

Rétention : une famille kosovare expulsée par un préfet «de gauche»

Au Québec, le mouvement étudiant veut profiter de l'été pour élargir la

Les salariés de M-Real, un cas d'espèce pour une future loi industrie

REPORTAGE 21 COMMENTAIRES

01 JUILLET 2012 PAR RACHIDA EL AZZOUZI

De notre envoyée spéciale, dans l'Eure

« François Hollande doit faire passer cette loi. Il a la majorité absolue. Elle ne nous servira à rien puisque nous sommes licenciés, mais elle sauvera les copains et ça urge. Tous n'ont pas notre chance de figurer dans la liste des trente-six entreprises en danger, prioritaires au ministère du redressement productif. » Dans son vieux break jonché de paquets de cigarettes vides et de gilets CGT « Interdisons les licenciements », Thierry Philippot file à travers les collines de la vallée de l'Andelle en promettant de « coller aux basques du nouveau gouvernement ».



L'ex-Sica n'avait jamais connu d'arrêt depuis 1954 © Rachida El Azzouzi

« La gauche est au pouvoir, après les engagements, les actes ! Il faut interdire aux patrons scélérats de fermer un site rentable pour assécher la concurrence et faire du profit, tonne de sa voix de stentor le secrétaire du comité d'entreprise de M-Real, qui a voté Poutou au premier tour de la présidentielle puis Hollande, «pour battre Sarkozy».

L'icône anticapitaliste de la papeterie d'Alizay, dans l'Eure, ces 330 salariés et ces 210 sous-traitants sacrifiés sur l'autel de la rentabilité par les actionnaires du groupe finlandais Metsäliitto , se rend à l'usine. Il doit plancher avec les représentants de l'intersyndicale CGT-CFC-CGE sur le plan de réindustrialisation de ce fleuron de l'industrie papetière, un site parmi les plus performants d'Europe (200 millions d'euros de bénéfices en 2011). Ce plan finalement arraché au groupe finlandais est une éclaircie dans l'horizon bouché des «M-real», « le village gaulois » du pays Seine-Eure, comme on les surnomme.

Je m'identifie Identifiant

le parking désert.

victoire de la souveraineté du peuple palestinien»

Syrie: le grand fiasco de la diplomatie

Brevet unique européen : comment avancer en faisant du sur-place

Congrès ou référendum ? Les options de Hollande sur le droit de vote des étrangers

Le nez dans le Rousseau

Touche pas à ma banque: «union bancaire» et souveraineté nationale

A Bruxelles, Rome et Madrid se rebellent

« Biens mal acquis »: le clan Obiang s'en prend aux ONG

Je m'abon_tre sort autour d'un verre de vodka dans leur sauna d'Helsinki! Ils vont devoir revendre les actifs à un repreneur concurrentiel. Le plan va durer entre 18 et 24 mois. Ce qui nous laisse un peu de temps pour trouver un repreneur avec l'aide de l'État et redémarrer le site, avant 2013, on espère. C'est une victoire, même si nous devons passer par la phase douloureuse des licenciements », explique l'élu syndical en garant son véhicule sur

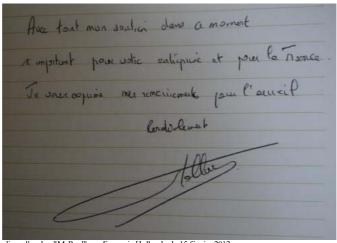


Thierry Philippot face à la machine à papier, l'une des plus performantes au monde © Rachida El Azzouzi

Voir ce « super site au potentiel énorme » en sursis lui fend le cœur. « On vit un grand moment de solitude et d'écœurement », avoue-t-il. Dotée depuis 1991 de l'une des plus grandes machines à papier au monde, qui fait la surface du bâtiment qui l'abrite (170 mètres de long, 17 mètres de haut et 10 mètres de large), l'usine M-Real Alizay, malgré des vestiges des années 1950, est un des plus beaux outils papetiers du nord de l'Europe.

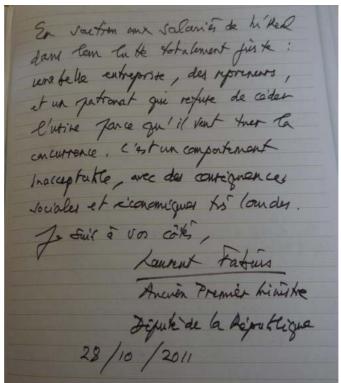
Elle cumule les atouts avec les hêtraies voisines des forêts de Bord et Lyons, sa proximité de la Seine, ses douze puits de forage dans la nappe phréatique, sa station d'épuration d'une capacité de 800 000 habitants, sa superficie d'une centaine d'hectares avec possibilité de faire un agrandissement de 150 hectares, sa situation idéale à une heure et demie de la capitale, aux portes de Rouen et Évreux, sur l'axe Seine-Paris-le Havre.

François Hollande en est convenu. C'est ici que le nouveau président de la République a promis, <u>le 15 février</u>, quand tous les candidats à la présidentielle pointaient à l'usine, un dispositif législatif pour répondre au scandale des fermetures de sites industriels rentables qui disposent de repreneurs potentiels. Hollande, qui est reparti avec pour cadeau une ramette de papier de la marque Royal, clin d'oeil des «M-real», a réaffirmé son engagement, <u>quelques jours plus tard</u>, devant les métallos d'ArcelorMittal dont les hauts-fourneaux de Gandrange et Florange sont à l'arrêt depuis des mois.



Le petit mot laissé dans le livre d'or des "M-Real" par François Hollande, le 15 février 2012

Il a tenu sa promesse en déposant <u>une proposition de loi</u> lors de la séance du 28 février 2012 à l'Assemblée nationale, le jour où les députés ont ratifié <u>la loi Petroplus</u>, du nom des voisins de M-Real, la raffinerie de Petit-Couronne en Seine-Maritime, visant à empêcher le détournement d'actifs d'une entreprise défaillante. Mais le gouvernement Fillon a refusé d'inscrire à l'ordre du jour la proposition du groupe PS, qualifiée d'*« atteinte à la liberté d'entreprendre et au droit de propriété »*. Le député de Corrèze, avec ses futurs ministres — Ayrault, Montebourg, Fabius, Filippetti—, s'était alors engagé, s'il était élu le 6 mai, à faire de la jurisprudence M-Real une priorité de l'été législatif.



Celui laissé par Laurent Fabius le 28 octobre 2011 © Rachida El Azzouzi

« On a défriché le terrain pour les prochains. C'est la loi M-Real »

Après deux ans de combats, des ateliers aux tribunaux, des ministères à la Commission européenne, contre leur PDG Mikko Hellander , les « M-real » ne profiteront pas directement de cette avancée directement inspirée de leur drame. Ils ont dû se résoudre à « enterrer » leur « village d'Astérix », lors d'un « barbecue du départ », en pleine campagne présidentielle. Début mars, la chaudière géante a cessé de cracher ses volutes dans le ciel, déroutant les habitants du coin, qui n'avaient jamais connu l'ex-Sica à l'arrêt depuis son inauguration, en janvier 1955, par Pierre Mendès France. Début avril, les premières lettres de licenciement sont tombées.



Eric Lardeur, Jean-Yves Lemahieu et Thierry Philippot © Rachida El Azzouzi

Mais les irréductibles se consolent. « On a défriché le terrain pour les prochains. C'est la loi M-Real, la loi des petits papetiers normands et on a obtenu 62 millions d'euros pour financer le plan social! Les salariés, selon l'ancienneté, toucheront l'intégralité de leur salaire durant neuf ou douze mois. Un jeune qui n'a que quatre ans de boîte pourra partir avec des primes de 30 000-40 000 euros, alors qu'ailleurs, il aurait touché 1 000 euros; les anciens partiront avec des indemnités allant jusqu'à 150 000 euros », rappelle, avec une pointe d'émotion, Thierry Philippot en se dirigeant vers le local de la CGT.

Le local est le dernier lieu de vie depuis le départ des troupes du site, devenu une usine fantôme où l'on entend des bruits bizarres, où poussent des herbes folles, et où l'on n'ose plus prendre l'ascenseur de peur d'y rester coincé et de se retrouver seul avec son écho. Seules une trentaine de personnes demeurent : la direction et les élus syndicaux chargés de la réindustrialisation, ainsi qu'une quinzaine de salariés voués à la préservation et à la sécurité des lieux.

« On essaie de garder une belle entreprise, de faire tourner les machines, parce que ce n'est pas bon qu'elles s'arrêtent durablement. On a installé un système de vidéo-surveillance et une société de sécurité a été engagée pour surveiller 24 heures sur 24, sept jours sur sept, le site, car on a peur du vol. Nous avons des métaux très chers. » Petites lunettes et moustache, Franck Bouelle, embauché il y a vingt-deux ans à la maintenance électrique, l'année de l'arrivée de la machine à papier, avec 200 autres collègues, est l'un d'entre eux.



Franck Bouelle, « le producteur des studios M-Real » © Rachida El Azzouzi

Pour faire revivre son usine, il est « prêt à tout ». Il en connaît mieux l'installation électrique que celle de sa maison. Intronisé par les camarades « producteur-réalisateur des studios M-real », il contribue au blog de l'intersyndicale et termine le deuxième DVD sur leur baroud. « Pour que personne n'oublie » : le mois de grève à l'automne 2011, dans le froid ; les « opérations escargot » sur les autoroutes avec les copains de Petroplus, à quinze kilomètres de là ; le foin au ministère de l'agriculture ; le passage en force chez Thalès pour interpeller Fillon ; la charge des CRS et les lacrymos en retour ; la journée portes ouvertes de « production sans patron », le 29 octobre, où ouvriers, employés et cadres se sont réapproprié leur outil de travail pour le faire tourner et montrer la bonne santé de leur usine, contrairement à ce qu'en disait leur patron. Plus de 2 000 personnes sont venues. Même le préfet a participé à cette manifestation totalement illégale, avec Bruno Le Maire, le député UMP de l'Eure et ministre de l'agriculture d'alors, qui a toujours plaidé leur cause.

Ce vendredi midi, ils sont une dizaine à s'être réunis pour un casse-croûte dans le bureau tapissé de banderoles, d'articles de presse — « M-real, l'espoir est permis », « Ces naufragés d'Alizay invisibles à l'Élysée » —, et d'affiches de cinéma détournées — Tchao Pantin, « sortie le 6 mai 2012, avec Nicolas Sarkozy en rôle principal ».



Mikko Hellander, le "Lakshmi Mittal" des "M-Real" © rachida el azzouzi

Ex-communiste passé au NPA, Thierry Philippot, vingt-neuf ans de maison, a retrouvé les deux autres figures de l'intersyndicale qui ont, à quelques mois près, le même âge, 47 ans, et la même ancienneté, vingt ans : Jean-Yves Lemahieu, le délégué CGT, tatouages et barbe de biker, tendance Mélenchon, et Eric Lardeur, « l'ingénieur responsable qualité », le délégué CFC-CGE de la quarantaine de cadres, tendance PS.

En ligne directe avec les conseillers d'Arnaud Montebourg – son directeur de cabinet Stéphane Israël, ancien cadre de l'industrie, et son conseiller Boris Vallaud, chargé du dossier M-Real –, ils ont « confiance », et sont « en contact avancé avec quatre groupes dont deux sur le point de faire des propositions ». Les plus solides ? Les Thaïlandais de la firme Double A et le suisse Activa Pro, « le Père Noël », qui reprendrait tous les emplois, en créerait 120 de plus et produirait des biocarburants de seconde génération, lesquels seraient raffinés à Petit-Couronne chez Petroplus.



Les entrailles de la tentaculaire machine à papier © rachida el azzouzi

« On n'a jamais eu de bol avec la presse nationale »

Si la loi promise par Hollande existait, les « M-real » seraient dans leurs ateliers. Dès septembre 2011, lorsque le PDG finlandais a fait part de son intention de fermer le site normand, l'intersyndicale proposait de solides solutions de reprise, dont celles des groupes thaïlandais et suisse. Mais les 62 000 propriétaires forestiers à la tête de Metsäliitto avaient, semble-t-il, ourdi une autre stratégie avec deux autres rois du papier finlandais, UPM et Stora-Enso. À Alizay, on appelle ça « les accords de sauna » : une entente illicite pour réduire les capacités de production européenne et maintenir ainsi le niveau des prix sans se soucier de l'impact social.



La majorité des 330 licenciés espèrent une reprise de leur usine © Rachida El Azzouz

« Nous avons constaté que chacun fermait une usine et refusait de la vendre ou faisait semblant. <u>UPM</u> se recentre sur le papier à écrire et ferme <u>Stracel</u>, son usine de papiers spéciaux à Strasbourg. <u>Stora Enso</u> ferme une cartonnerie en Allemagne et se recentre sur les papiers spéciaux. M-real ferme la papeterie d'Alizay, qui alimente une partie de la France et de l'Europe en ramettes A4 et A3, pour se consacrer à la cartonnerie. La boucle est bouclée. Chacun arrange le copain et continue à gagner de l'argent. Nous n'existons pas », décrypte Éric Lardeur, le délégué CFC-CGE.

« Ils avaient tout prévu. Le plan social de 2006, lorsqu'ils ont voulu optimiser sans baisser la production, puis celui de 2009, quand ils ont arrêté la pâte à papier : ce n'était que la chronique d'une mort annoncée », renchérit Jean-Yves Lemahieu. Il rappelle aux collègues présents le nom de la directrice des ressources humaines qu'ils ont récupérée en juillet 2011, « quand il a fallu taper dans le dur » : Coline Colboc, la DRH qui a fermé Molex, l'usine de Villemur-sur-Tarn en Haute-Garonne et que les 283 Molex, qui réclament aujourd'hui 25 millions d'euros de dommages et intérêts au géant américain, avaient séquestrée en avril 2009



Jean-Yves Lemahieu et sa femme Véro © Rachida El Azzouzi

Véro, la femme de Jean-Yves Lemahieu, sacrifiée en 2009 par l'équipementier automobile de Val-de-Reuil Tyco Electronics avec 520 salariés, pour cause de délocalisation effrénée, s'invite dans la conversation. En fin de droits et toujours sans emploi – « à part nounou ou nettoyer les vieux, ils n'ont rien à proposer » —, elle a passé ses permis poids lourds et participé à toutes les luttes des « M-real ». En contact avec les Molex, elle leur a demandé « comment on fait pour passer dans les médias nationaux ». Elle a posé la même question à un journaliste devant l'usine. « Il m'a répondu que ça dépendait du rédacteur en chef », dit-elle en prenant un air outré.

Les « M-real » ont souffert de « l'hyper-médiatisation » des Petroplus, ArcelorMittal, Fralib et autres Lejaby durant la campagne électorale. « On n'a jamais eu de bol avec la presse nationale », déplore Roland qui remercie Paris-Normandie et France-3 Haute-Normandie, leurs fidèles relais.

« On a eu tous les principaux candidats, sauf Le Pen et Sarkozy, ce qui nous allait très bien car on n'en voulait pas, enchaîne, volubile, Thierry Philippot. Ils venaient avec des meutes de journalistes, mais on ne faisait jamais la Une. Les caméras restaient braquées sur les camarades de Petroplus. C'est normal, c'est le pétrole, une boîte de plus de 500 gars, mais cela nous aurait aidés qu'ils médiatisent notre combat. Et quand Hollande a annoncé son projet de loi, à Alizay, Sarkozy nous a piqué la vedette en sortant du bois et en annonçant le même jour sa candidature officielle à l'élection. Les médias n'ont parlé que de ça, pas une question sur nous. »



Roland, conducteur de chaudière, 22 ans de maison © Rachida El Azzouzi

Avec Jean-Yves Lemahieu, il a failli être pris pour l'émission *Paroles de candidats*, mais TF1 a annulé quand elle a su que ce natif de Louviers, « comme Besancenot, un ami », militait au NPA. « Quand Ontex, où il n'y a pas eu de mobilisation, envoie des couches de bébé à Carla Bruni, tous les médias font leur une avec alors qu'il n'y a plus rien à faire, la boîte est fermée depuis un moment. Et nous, personne, à part la presse locale. Il aurait fallu quoi ? Qu'on pollue la Seine ? » continue le secrétaire du CE.

« On est les précurseurs de cette loi et personne ne nous connaît », s'insurge Francis, le doyen de la bande, 42 annuités de travail dont 29 chez M-Real en tant qu'emballeur. Il prépare le repas, bifleck-haricots verts, et sa retraite : « Je vais cultiver mon jardin pour les copains. » Même s'il est « un de ceux qui s'en sort le mieux », il a « du mal à couper le cordon parce qu'on a grandi ensemble ».



© Rachida El Azzouzi

« M-real, c'est le Tchernobyl social de la région »

Les syndicats en prennent la mesure. « La majorité des salariés, qui n'ont souvent connu que la Sica dans leur carrière, misent sur le plan de réindustrialisation et espèrent une reprise de l'activité d'ici l'automne ou 2013. Ils alternent entre des phases d'optimisme et d'autres, où ils se demandent si le projet va aboutir », note Eric Lardeur, le Ch'ti de la bande, originaire de Calais.



© Rachida El Azzouzi

Stéphane, aux finitions des ramettes A 4, n'a pas envie de faire une formation ni de se reconvertir. Il a passé sa vie à faire les trois-huit, Noël et jour de l'an compris, à ne pas pouvoir prendre de vacances quand il le souhaitait pour que l'usine fonctionne. Son nouveau statut – chômeur à 46 ans – le rend « malade ». Alors, il vient au local syndical « pour ne pas rester seul et se tenir informé », généralement après ses rendez-vous dans le prestigieux château de Rouville qui jouxte l'usine, où la cellule de reclassement a été installée.

Lovée dans un parc de verdure, l'imposante demeure du XVIII° siècle, propriété de M-Real, qui n'a jamais vraiment servi, a été transformée en « Pôle emploi privé », selon l'une des clauses du plan de sauvegarde de l'emploi. Du lundi au vendredi, le cabinet parisien Arthur Hunt reçoit les licenciés en entretiens individuels, organise des ateliers « curriculum vitæ », « affirmation de soi », « animation de son réseau », propose des offres d'emploi, voire fait venir des DRH.

« Après vingt ou trente ans d'existence dans une boîte, tu es déconnecté. Tu ne sais pas faire un CV, tu ne sais pas te vendre. Tu n'en as jamais eu besoin. Brutalement, tu te retrouves sur le carreau et tu découvres un marché de l'emploi violent avec quarante concurrents sur le même poste, des contrats courts, précaires, payés 9,22 euros de l'heure plus un Carambar avec le super coup de pouce de Hollande alors que la papeterie, ça a toujours bien payé, 2 000 euros net pour un factionnaire en trois-huit », observe le secrétaire du CE, qui conseille « de ne pas rester chez soi à attendre les sous du chômage. »



Francis, 57 ans, n'arrive pas à rompre avec M-Real © Rachida El Azzouzi

Comme Jean-Yves Lemahieu qui « achètera un escabeau si ça foire et refera de l'électricité », sa formation originelle, la grande gueule de la CGT est incapable de lire dans le marc de café son propre avenir. « Un repreneur peut arriver et dire "je ne reprends personne". Il peut aussi "googéliser" nos noms, nous voir hurler sur Dailymotion après les capitalistes et nous rayer du plan. À 51 ans, je fais quoi ? »

Dans la vallée de l'Andelle sinistrée, tout le monde a cette phrase à la bouche : « Il n'y a plus de boulot. » « C'est la crise. À part la "pharma" qui s'en ira dans dix ans, il ne reste plus rien », se désole un licencié de l'automobile reconverti dans le taxi. En janvier, c'était Azeo, le fabricant de bombes aérosols d'Alizay, qui était placé en redressement judiciaire, laissant sur le bord de la route 71 salariés. En avril, c'était l'équipementier automobile Sealynx, qui fabrique des joints d'étanchéité pour Renault et PSA, et emploie 550 employés à Charleval, un peu plus bas, qui déposait le bilan. À Louviers, c'est l'usine de fabrication de DVD, Cinram, qui n'a pas su négocier le virage du blue-ray, qui pourrait fermer cet été, plongeant 106 personnes dans l'inconnu.

« M-real, c'est un peu le Tchernobyl social de la région », analyse Marc-Antoine Jamet, le maire de Val-de-Reuil, à la tête de la fédération socialiste euroise, qui suit de très près le dossier avec le député François Loncle. La population reste suspendue à la reprise de la papeterie, son poumon. Elle a manifesté sa détresse dans les urnes.



Le château de Rouville, transformé en "Pôle-emploi privé" © Rachida El Azzouzi

Au premier tour de la présidentielle, dans le « *village solidaire* » d'Alizay (1 500 âmes), fief communiste détenu par Gaëtan Levitre depuis 1983, qui avait proposé d'exproprier pour utilité publique les Finlandais et reçu l'aval de l'ensemble des élus du département, de la région et des communautés de communes, Seine-Bord et Seine-Eure, l'extrême droite a battu des records. François Hollande est arrivé troisième (18,87 %), loin derrière Jean-Luc Mélenchon (35,59 %) et Marine Le Pen (21,54 %), qui améliore le score de son père de 12 points par rapport à 2007.

« Dans les bleds alentour où on n'a jamais vu la couleur d'un immigré, le Front national a fait des scores encore pires aux deux élections, présidentielle et législatives », s'affole Jean-Yves Lemahieu. Dans la cinquième circonscription (Vernon) où il vote, « à cause des divisions de la gauche avec Anne Mansouret, la mère de Tristane Banon, qui ont conduit à un duel UMP-FN », il a enfourché sa Harley et boycotté le second tour.

Il ne veut pas juger le nouveau gouvernement : « C'est trop tôt. Ils ont tout juste élu le président de l'Assemblée nationale. » Il espère simplement que François Hollande tiendra ses promesses : « Il doit faire passer la loi M-Real pour éviter aux copains le même gâchis cet été comme il s'y est engagé, et veiller à la réussite du plan de réindustrialisation. » « Fait rare pour être souligné », insiste le délégué CGT, l'intersyndicale mène le projet de reprise de front avec l'État et avec le directeur du site, Denis Beauséjour, un Québécois débarqué de Louisiane il y a cinq ans.



Jean-Yves Lemahieu et Denis Beauséjour © Rachida El Azzouzi

Au départ, Jean-Yves Lemahieu se demandait « ce qu'il foutait avec Éric et Thierry dans cette commission ». « Je craignais que ce soit du bla bla, mais c'est du sérieux. On a un directeur atypique même», lance-t-il devant l'entrée de l'usine au moment même où ledit directeur franchit le sas de sécurité et vient à sa rencontre.

Les « M-real » ne l'ont pas épargné. Ils lui ont mis la pression, ont coupé l'électricité pour obtenir le paiement de leurs journées de grève et même jeté des boules de neige. « Un comble pour un Québécois comme moi », sourit avec son accent prononcé celui qui est « à vendre comme les 329 autres salariés ». Il ne s'inquiète pas. « Nous ne sommes pas dans le post-mortem. Cette usine va prouver qu'elle peut exister et j'irai boire des bières avec les leaders de l'intersyndicale quand nous aurons réussi notre mission. Au Québec aussi, on a une tradition syndicale de combat. »

contraires, ont été rencontrées à cette occasion.

Mentions légales | Charte éditoriale | CGV | Mediapart.fr est réalisé avec Drupal